

## Document

### Le Parlement européen ouvre la voie aux euro-obligations

(L'Expansion.com avec AFP)

**13 juin 2012**

***Le Parlement européen s'est prononcé mercredi en faveur d'un mécanisme afin de mutualiser la dette. Affirmant ainsi sa position dans le débat sur les euros-obligations, le Parlement a indiqué que ce système irait de pair avec une surveillance renforcée de la dette des Etats de la zone euro.***

Le Parlement européen adopte sa position en faveur des euro-obligations. Il n'a pas hésité à affirmer que le mécanisme de mutualisation de la dette des Etats de la zone euro se ferait en plus d'un contrôle accru de la dette.

Ainsi, les eurodéputés ont adopté à une large majorité deux rapports baptisés "two pack" qui proposent de renforcer les pouvoirs de la Commission européenne dans l'examen des budgets des États membres, mais également de créer un fonds européen d'amortissement pour les dettes dépassant 60% du PIB du pays. Le premier rapport a été adopté par 471 voix (97 contre et 78 abstentions) et le second qui comportait les propositions allant vers une mutualisation de la dette par 501 voix (138 contre et 36 abstentions).

Un vote final du Parlement est encore attendu sur ce sujet, mais les négociations avec les Etats membres vont déjà pouvoir débuter. Ce nouveau paquet législatif sur la gouvernance économique vient en complément du "six pack", qui a instauré un mécanisme renforcé de sanctions lorsque les pays affichent un déficit public supérieur à 3%. Le "two pack" va lui renforcer les pouvoirs de la Commission dans l'examen des budgets des États membres.

Il a été sérieusement remanié par les eurodéputés afin d'ajouter une dimension de croissance. "La discipline budgétaire ne peut pas être l'alpha et l'oméga de notre stratégie. Nous avons besoin de rééquilibrer nos objectifs à court terme pour relancer la croissance et lutter contre le cercle vicieux de la hausse des taux" sur le marché de la dette, a expliqué la rapporteuse socialiste Elisa Ferreira.

Ce vote du Parlement survient avant un sommet les 28 et 29 juin où les Européens vont tenter de se mettre d'accord sur les moyens de relancer la croissance. La question des euro-obligations risque notamment d'occuper les débats.